

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

JOP

L'ETINCELLE

ORGANE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE CAEN

★ LA CLASSE OUVRIERE
VEUT LUTTER,
QU'ON LUI EN LAISSE
LES MOYENS !

★ LE DROIT DE LA JEUNESSE A L'INFORMATION
SEXUELLE ET A LA CONTRACEPTION.

★ LES GODILLOTS
VOIENT ROUGE

★ A ROUEN, LES "REVOLUTIONNAIRES DANS LA
FRANCE DE NOTRE TEMPS" INTERDISENT UN
MEETING EN HOMMAGE A "CHE" GUEVARA.

L'ETINCELLE

mensuel

de la

Jeunesse

Communiste

Révolutionnaire

(Caen)

N° 27-28 - Janvier 1968

Abonnements :

12 numéros : 6F

24 numéros : IIf

Le Directeur-Gérant :

C. Signès

C.C.P. : 1159 - 29 K ROUEN

Imprimé par l'éditeur

Aux abonnés : le numéro inscrit entre parenthèses, sur la bande, après le nom, est celui avec lequel se termine l'abonnement

OU IL EST QUESTION DE SEXE ET DE CENSURE

1

Le 15 novembre dernier, la première soirée organisée par la Mutuelle (secteur Planning), malgré une publicité défailante, a réuni 250 personnes. On aurait pu penser que le sujet retenu (anatomie, physiologie, endocrinologie de la sexualité) ne méritait pas qu'on lui consacre plus de trois heures. On aurait pu penser que ce minimum d'information scientifique était acquis pour la plupart d'entre nous. Or l'attention prêtée par les 250 participants à la simple description et au fonctionnement de l'appareil génital, les questions posées à propos de la distinction entre sexualité et fonction de reproduction, tous les sujets abordés au cours de cette soirée révèlent que "notre belle jeunesse", "l'élite de demain", ne connaît rien ou presque rien d'un domaine cependant aussi vital dans la vie d'un homme que l'appareil respiratoire. Là est le premier scandale !

Que signifient alors, concrètement, ces grandes phrases dont nos idéologues bourgeois se gargarisent et dont on nous a pédagogiquement intoxiqués, sur le respect de la vie humaine, la dignité de l'homme, la liberté?

Ouvrons nos vieux manuels de sciences naturelles (1), ceux qui nous ont enseigné jusqu'à 18 ans ce qu'est la vie, la biologie.

Table des matières:

Plan d'organisation d'un être vivant.

Organisation générale d'un animal vertébré : la souris.

Reproduction sexuée des êtres vivants.

Appareil reproducteur d'un vertébré: la souris.

Organisation générale de l'être vivant "homme" = 0

Appareil reproducteur de l'être vivant "homme" = 0

XXXXX

.../..

(1) Les manuels du secondaire ; les "primaire", eux, n'ont pas encore le droit à la souris!

"Mais, comme le signale Florence Beaufumé dans un article du numéro d'Avril 1967 de la revue du Mouvement Français pour le Planning Familial, il y a plus grave : cette imagerie du mammifère sans testicules, ovaires ni utérus, organes censurés, nous dispense généreusement des photos et croquis du cancer sous toutes ses formes, avec ses diverses perspectives de métastases et leur funeste pronostic.(...) Faut-il que nous ayons été pétris de la peur du sexe pour en arriver là où nous en sommes: ériger le pathologique au détriment du physiologique, relater les circonstances de la mort sans dévoiler les mystères de la vie."

L'exemple est flagrant et la censure porte sur un aspect essentiel. Mais il ne peut que révéler la répression sexuelle que "la société" exerce sur les individus, et non en rendre compte dans sa totalité. Par le truchement de la famille, de la religion, la répression se fait plus insidieuse, la prise de conscience en est moins facile, les effets en sont d'autant plus solidement enracinés.

Mais est-il possible de trouver ou de proposer une solution réelle à ce cancer qu'est l'obscurantisme, sans remettre en cause la société qui l'engendre.

BIBLIOGRAPHIE (abrége)

En attendant nos articles ultérieurs, vous pouvez lire avec profit :

La Fonction de l'orgasme
du Dr Wilhelm REICH
(l'Arche; ré-édition récente)

Leur Morale et la notre
de Léon Trotsky
(édition La Méthode - JCR
Cannes ou "Libertés" JJ Pauvert)

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat
de Friedrich ENGELS
(éditions Sociales)

Sexualité et Répression
N° spécial de "Partisans"
(oct.-nov. 66 - Maspéro)

Planning Familial

- Centre de Caen :
Permanence : I rue
Grusse (locaux de la
Fédération des Oeuvres
Laiques)

+ adhésions donnant droit
à l'abonnement à la revue
du M.F.P.F.

∴ conseils
✚ consultation de médecins et éventuellement de psychologues.

- La Mutuelle Nationale des Etudiants de France (cité U - pav. D) assure la permanence d'un membre du bureau (Voir horaires sur panneaux à l'entrée des locaux).

LUTTES OUVRIERES

"L'initiative confédérale de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de faire du mercredi 13 décembre une journée nationale d'action a une profonde résonance dans l'ensemble de notre département. Elle répond au profond désir des travailleurs du Calvados d'agir et de riposter ensemble au comportement négatif et aux mesures anti-sociales des patrons et du gouvernement!"

A. LEMARCHAND - Secrétaire de la C.G.T. de l'Union Départementale du Calvados (Humanité Dimanche).

Le 15 Décembre, échec complet. Echec dans le Calvados (II), échec dans la France entière. Ceci est grave pour les organisateurs mais aussi pour l'ensemble du mouvement ouvrier, car gagnons que la bourgeoisie et son pouvoir sauront s'en souvenir. Les cris de victoire des directions syndicales sont timides et moins fréquents qu'à l'habitude, mais les explications sont toujours totalement absentes.

LES MASSES NE SONT PAS MURES

On commence, bien sûr, à entendre que "les masses ne sont pas mures". "Les gens n'étaient pas sensibilisés, nous sommes allés trop vite, camarades" commencent à répondre les gardes champêtres des directions syndicales. Il est vrai que du 17 mai au 13 décembre, 7 mois seulement se sont écoulés, et l'on aurait pu prévoir que les masses ne pourraient reprendre leur souffle devant cette sollicitation permanente et cette cascade d'actions. Oublions par clémence la "profonde résonance" et le "profond désir des travailleurs", il subsiste néanmoins un mystère. Car enfin, le 17 mai nous fut annoncé comme une grande victoire de la classe ouvrière! "Les travailleurs inquiets n'accepteront jamais..." Comment ces travailleurs, sensibilisés alors que la menace était encore très floue (on ne pouvait attendre dire) peuvent-ils être sensibilisés aujourd'hui, avec des ordonnances bien précises et des bulletins de paye bien baissés? Voilà qui est surprenant, et pour tout dire incompréhensible.

La bourgeoisie avec sa presse à grand tirage, ses radios et sa télévision peut sensibiliser très vite la population à tel ou tel événement puis passer à tel autre. Mais c'est une chose que les organisations ouvrières, avec leurs moyens d'information beaucoup plus faibles, sont incapables de réaliser. En ce qui concerne les luttes de classes, la sensibilisation n'est pas un

4

phénomène aux fluctuations rapides. Lorsqu'une menace ou un événement commencent à être considérés comme réellement graves, cela ne disparaît pas en quelques semaines de la tête des gens. Tous ceux qui sont descendus dans la rue au 17 mai 67 (chacun sur son mot d'ordre) ont montré une profonde sensibilité, héritée d'un siècle de lutte contre la bourgeoisie, à la menace des pouvoirs spéciaux et à l'attaque contre la Sécurité Sociale. Tous ceux qui sont descendus dans la rue ce jour-là savaient que si le pouvoir se débarrasse des derniers paravents du parlementarisme pour s'occuper d'une conquête essentielle de la classe ouvrière, c'est que l'attaque sera dure. Et l'on voudrait nous faire croire que 7 mois après, alors que les ordonnances sont réalité et qu'est connue la grandeur du désastre, cette sensibilité a disparue! Est-ce à dire que les travailleurs ont été soulagés? cela fait preuve de peu de sérieux et de beaucoup de mépris pour ceux qui luttent.

Ce qui par contre, peut fluctuer de façon extrêmement rapide est la conscience qu'on ces gens sensibilisés de peser d'un certain poids, de pouvoir intervenir contre le cours des événements. Effectivement, aux périodes d'enthousiasme et de détermination peuvent succéder de façon brutale des périodes de découragement complet; et on peut se demander si ceux qui "en voulaient" au 17 mai, "en veulent" toujours. Mais la question ainsi posée montre que ce n'est plus la sensibilisation qui est en cause, mais la mobilisation, c'est à dire la confiance des masses dans leurs possibilités d'intervention, dans l'efficacité des méthodes d'action proposées.

Peut-on alors parler de démobilisation aujourd'hui? Il faut, avant de tirer des conclusions, revenir un peu en arrière. Depuis la rentrée des vacances on a assisté à un certain nombre de luttes locales extrêmement dures, portant généralement sur des problèmes sectoriels: Grève immédiate des postiers en réponse aux licenciements d'auxiliaires (et victoire), manifestation du MANS et de MULHOUSE avec heurts contre la police, nouvelle grève générale à la Rhodia sur les problèmes de l'emploi, etc. Il y eut aussi des initiatives dispersées mais violentes contre les ordonnances; citons pour exemple: la manifestation de Cholet (17 policiers à l'hôpital); Nice où, le 14 novembre, des manifestants ont envahi la salle de réunion des nouveaux conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale empêchant leurs travaux (2); Le Mans encore où, le 25 novembre, des manifestants ont empêché les membres du conseil d'administration des allocations Familiales d'élire leur bureau et ont même expulsé un des membres désignés de ce C.A. (3). Par contre, la semaine d'action C.G.T.-C.F.D.T., la grève C.G.T.-C.F.D.T. des postiers en octobre, la grève C.G.T. des chemins de fer etc, bref, les mouvements nationaux décidés par les confédérations n'ont pas mobilisé, et le 13 décembre est le dernier exemple de cette dégringolade.

C'est à dire que la sensibilisation certaine et une certaine combativité (sans doute affaiblie depuis le 17 mai) ne sont pas exprimées au travers des actions proposées nationalement par les centrales ouvrières, tout particulièrement la journée du 13 décembre déroulée dans un climat de lassitude, pour ne pas dire d'indifférence générale. Alors?

5

C'est la faute de F.O.

Alors, regardons d'abord qui appelle à l'action du 13? On note l'absence de la F.E.N. et de F.O. La direction de la F.E.N. a refusé de participer sur des questions de programme d'appel (elle s'est raccrochée à cette branche, comme elle se serait raccrochée à n'importe quelle racine) et aussi en se prétendant mise devant le fait accompli. Ici la mauvaise foi perce une fois de plus, car depuis fin août la C.G.T. a tenté, sans succès, d'avoir une entrevue avec elle. Une entrevue eut lieu enfin le 7 septembre sans résultat. Et la réponse définitive ne vint que le 24 novembre, les dirigeants de la F.E.N. invoquant en outre le refus sans équivoque de F.O.

Mais la C.G.T. a-t-elle été réellement surprise par ce refus? Si la F.E.N. a évité les rencontres, refusé de participer à la semaine d'action, fait trainer ses réponses, c'est sans doute par manque d'enthousiasme pour ce genre d'initiative. Qui ignore que ses dirigeants consacrent leurs maigres efforts à cloisonner scrupuleusement les mouvements respectifs de ses 36 syndicats, qui plus est, sur les problèmes exclusifs de l'éducation nationale? Qui ignore en outre la consanguinité (et toutes les tares que cela implique) de cette direction et de celle de F.O.? Il n'y avait aucune illusion à se faire quant à sa participation à la journée du 13.

En ce qui concerne F.O., il aurait fallu une myopie politique complète pour espérer qu'elle bouge un seul orteil au sujet de la Sécurité Sociale. Voilà une centrale qui touchait les fonds vaseux du dés crédit total; et la nouvelle répartition des sièges dans les conseils d'administration de la Sécurité Sociale lui confère une représentation dont ses dirigeants ont du être eux-mêmes fort surpris (les sourires béats qu'ils affichent à la télévision ne sauraient cacher leur profonde résignation à leur représentativité réelle, celle que leur attribuent les travailleurs. Mais il arrive que la bourgeoisie récompense les loyaux et persévérants services). Bref, le gouvernement sort F.O. des poubelles, et l'on voudrait entrainer Bergeron à l'action! Les états-majors C.G.T.-C.F.D.T. n'avaient donc pas besoin d'une grande perspicacité pour prévoir qu'ils seraient les seuls à organiser la journée du 13 décembre.

Cela aurait dû entrainer un surcroît de préparation pour pallier à ces difficultés connues. De plus, il est bien connu que le refus des directions F.E.N.-F.O. n'empêche pas tous les militants de ces syndicats de se joindre au mouvement. Et le meilleur moyen d'en convaincre le plus, de montrer au plus grand nombre les errements de leurs dirigeants et la nécessité de participer à la journée nationale, n'était il pas de soigner la mobilisation,

6 de présenter un plan de lutte précis et efficace et de montrer en fin de compte les possibilités de victoire ?

L'ORGANISATION DU 13 DECEMBRE OU LA PARADE DE SOULOUQUE

Hélas! Regardons quelques dates. Le 24 novembre (moins de 3 semaines avant la journée) "la C.G.T. et la C.F.D.T. se consultent sur l'opportunité d'une grève le 13 décembre" (4). Le 3 décembre (10 jours avant l'action!) on lit dans l'Humanité Dimanche : "c'est dans le courant de cette semaine que les centrales ouvrières arrêteront définitivement leur dispositif d'action... :

- P.T.T. : arrêts de travail et manifestations prévues.
- éclairage : grève de 24 heures.
- services publics et santé : action de grande ampleur.
- presse et livre : arrêt de 24 heures.
- travailleurs de l'état (arsenaux et manufactures) : arrêt de 24 heures envisagé.
- mineurs ; "Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. appellent les mineurs à participer à cette journée et à lui donner toute l'ampleur possible sous la forme décidée dans les régions".

A part l'éclairage et le livre, on peut juger de la précision des consignes d'action! Le 12 au soir, il y avait encore des secteurs dans le Calvados (P.T.T. par exemple) n'ayant reçu aucune consigne, que ce soit des directions nationales ou départementales. Ce fut là sans doute le record du 13 pour ce qui est de l'absence de directives d'action claires et de l'indécision. On a rarement vu un tel enchevêtrement de grèves de 24 h., débrayages de 3h, travail puis manifestations : Ce fut le pot-pourri de toutes les méthodes à échec, toutes les boîtes à musique et attrapes des bureaucraties syndicales.

Les directions confédérales prétendent s'en expliquer en invoquant la grande liberté d'initiative laissée aux Unions Départementales. Mais il s'agit là de savoir quelle est alors l'utilité d'une direction nationale. Autant il est évident que lorsque surgit un conflit local il serait stupide d'attendre des directives de comités confédéraux pour agir, autant il est incompréhensible de laisser toute liberté à des directions départementales lors d'un mouvement national! Si le mouvement ouvrier d'abord organisé par localité a éprouvé le besoin, au cours de ses luttes, de se donner des syndicats nationaux, ce n'était certainement pas pour s'entendre dire "Vous êtes bien assez grands pour vous débrouiller chacun dans votre secteur", mais parce qu'était claire la nécessité d'une action, d'une tactique et d'une stratégie nationale. A-t-on jamais vu un état-major laisser ses bataillons, naviguer selon l'inspiration du moment? "Laisser l'initiative aux Unions départementales" était en fait organiser la pagaille et l'impuissance, renoncer à l'unité des méthodes d'action. Il apparaît clairement que cette liberté d'initiative fut une grave démission des directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui ont ainsi avoué être incapables de mettre sur pied un véritable plan de lutte contre le pouvoir et le patronat. Et si la démonstration, en restant à faire, le 13 décembre s'est chargé de l'écrire pour nous.

Les directions confédérales craignaient, en lançant des consignes nationales trop précises, que la comptabilisation de ceux qui ne suivraient pas fût trop facile et partant l'échec moins ca-

17
mouflabe (comme si c'était possible!). Car elles manquaient de confiance en leur initiative, malgré les déclarations joyeuses et les roulements de tambour de Lemarchand et autres mini-Béguy. Voilà pourquoi le vague et le flou ont été de rigueur à l'échelon national: "Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. appellent tous les mineurs à participer à cette journée et à lui donner toute l'ampleur possible". Voilà l'aboutissement des échecs successifs d'octobre: cette attitude de pas feutrés. Il est clair que ni la C.G.T., ni la C.F.D.T. n'avaient intérêt à une telle gifle, mais elles n'osaient plus trop bouger ayant constaté que leurs propositions enthousiasment de moins en moins de monde. C'est à dire qu'au travers de l'organisation du I3 est posé le problème de toute la stratégie de ces centrales depuis quelques années et particulièrement depuis les pouvoirs spéciaux de 1967.

LE CATALOGUE DE REVENDICATIONS

Notre but ici n'est pas de faire l'analyse exhaustive de cette stratégie, mais de voir comment elle s'est concrètement manifestée à propos du I3. Il faut cependant rappeler que depuis un certain temps, déjà, les victoires syndicales ont été bien maigres. Les grèves de secteurs durant 24h, les journées nationales d'action, n'ont donné aucun résultat si ce n'est une grande lassitude, chez les militants. Est-ce à dire que les mouvements nationaux soient condamnables? Nous ne le pensons pas (Nous avons même parlé auparavant de leur nécessité). Mais ces mouvements nationaux là, oui. Mouvements -rites annuels des syndiqués, sur une plateforme très large, catalogue complet des revendications, actions d'un jour dont on peut parler toute l'année, jusqu'à la prochaine, sans que l'on sache à quoi elles servent ni ce qui les suivra, leur efficacité totale est démontrée.

Malgré tout, pour le I3, le catalogue était toujours là. Les appels à l'action avaient pour thèmes: La sécurité sociale, la sécurité de l'emploi, le temps de travail, les zones de salaires, l'augmentation des salaires et la liberté syndicale. "On ne peut pas dissocier" assénaient les dirigeants avec une leur dialectique dans les paupières. Tous les problèmes sont liés certes, mais cela veut-il dire qu'il faille se battre sur tous les fronts simultanément? C'est là plus sûr moyen d'aller à la défaite, comme cela se produit depuis bon nombre de mois (5).

Mais pourquoi les centrales n'ont-elles pas voulu lancer une action unique et centrée sur la sécurité sociale? Car enfin le patronat et le gouvernement se sont montrés jusqu'à alors suffisamment solides pour ne pas reculer sur tous les points. Peut-être, les directions pensent-elles que ne pouvant prévoir sur quel point une victoire est possible, il faut garder toutes ses chances et donc l'ensemble de ses revendications? C'est faire fi de toute l'expérience des dernières luttes, qui nous indique que de cette façon, ce sont les travailleurs qui reculent sur tous les fronts: Les prix augmentent, les libertés syndicales sont de moins en moins respectées, l'insécurité de l'emploi s'aggrave, ce dans tous les secteurs et la sécurité sociale est aujourd'hui entièrement sous la coupe de la bourgeoisie. Voilà un bilan qui devrait faire réfléchir. Et les dirigeants réfléchissent: "Il faut amplifier l'action!"

Mais en quoi on vous le demande, l'action s'amplifie-t-elle?

-Depuis le 17 Mai, l'unité d'action s'est réduite à la C.G.T. et à la C.F.D.T.

-Depuis le 17 Mai jusqu'au 13 décembre, rien n'a été fait sur la Sécurité sociale, et les mesures anti-ouvrières ont proliféré.

-Depuis le 17 Mai, la mobilisation baisse .

SECURITE SOCIALE ET POUVOIR D'ACHAT

Et amplifier l'action, cela signifie-t-il allonger le catalogue des revendications? Et cela signifie-t-il ravalier la Sécurité sociale au rang de l'augmentation du coût de la vie?

Certes les ordonnances sur la sécurité sociale entraînent une baisse du pouvoir d'achat, mais on ne peut retenir que cet aspect quantitatif. Il y a aussi ce principe fondamental qui est bafoué : que le salaire différé doit être géré par les salariés et non par les patrons. Et là, l'offensive est plus profonde. Et il y a plus. Pour la première fois dans un organisme de gestion, les représentants des travailleurs et des patrons siègeront côte à côte. Voilà le vieux rêve de la bourgeoisie se réalisant doucement : "Le paritarisme se justifie pour une raison essentielle : la fraction du salaire affecté à une redistribution sociale est une charge pour les entreprises au même titre que le salaire direct. Dans une économie de plus en plus ouverte, les entreprises doivent faire face à la concurrence, et il n'est pas possible de faire une distinction, entre salaires directs et salaires indirects..." (6). On voit l'importance de l'enjeu : l'intégration des syndicats à l'Etat.

C'est pourquoi la lutte contre les ordonnances est une lutte essentielle, dans laquelle tous les travailleurs sont partie prenante, quels que soient les conflits sectoriels; parce qu'ils viennent de perdre une pièce maîtresse et que l'on s'attaque à l'indépendance de leurs syndicats. Alors pourquoi noie-t-on cette lutte dans celle contre les zones de salaires, pour les augmentations, et la sécurité de l'emploi? La victoire au sujet de la Sécurité sociale ouvrirait la porte aux succès de toutes les autres revendications, dont il ne s'agit pas de nier l'importance. Mais parce que les ordonnances sont une attaque de grande envergure contre la classe ouvrière, la reconquête de la sécurité sociale serait une grande victoire dans la foulée de laquelle toutes les autres revendications seraient satisfaites.

Alors, encore une fois, pourquoi le 13 ne porta-t-il pas sur la Sécurité sociale? Peut-être les directions se rendent-elles compte que depuis le 17 Mai, beaucoup de temps a été perdu? Peut-être la C.G.T. est-elle gênée que l'on sache qu'Ambroise Croizat avait accepté la représentation des patrons à la gestion des caisses en 1945? Ou encore qu'un membre de la CGT s'est fait élire : président de la caisse d'allocations familiales, à Nice? (7). Peut-être les deux centrales se laissent-elles convaincre par l'argument de M. Jeanney : vous avez accepté de siéger avec nous pour la répartition du salaire direct, pourquoi refuseriez-vous pour le salaire différé? Peut-être. Peut-être. Peut-être tout simplement les journées d'action n'ont-elles pas pour but de remporter des victoires.

POUR DE VERITABLES NEGOCIATIONS (!)

Ceci a l'air d'un calembour peu sérieux....et pourtant nous

lisons ,à propos du 13 ? dans "le monde" du 2-12-67 : "Les ouvriers du livre C.G.T. se sont prononcés pour un arrêt de 24 heures..... Ils déclarent que leur décision est également motivée par la défense de la sécurité sociale et par les réponses négatives des employeurs de presse dans les négociations en cours." Ce n'est qu'un exemple , mais voilà qui met le doigt sur une difformité importante. En effet , depuis longtemps déjà, il y a un état de négociation quasi-permanente, sur tous les sujets entre les directions syndicales et les patrons. Y a-t-il bataille, puis, s'il le faut des négociations ? Non! Il y a négociations sans mobilisation (les dirigeants se trouvent donc très faibles en face d'une bourgeoisie et d'un pouvoir bien soudés, donc intraitables.). Et après l'échec des négociations seulement, on appelle l'action des masses à la rescousse. C'est un fait vérifiable : Les actions ne sont déclenchées qu'après l'échec des négociations. Mais à ce moment là, il est généralement trop tard, d'autant plus que l'objectif de la mobilisation alors réalisée est la reprise des négociations." Pour de véritables négociations" !!! Il n'y a vraiment que des bureaucrates pour s'étonner que ce soit à la longue démobilisateur.

Cela explique clairement le caractère des grèves et manifestations du 13 décembre, leur imprécision, le flou de leurs objectifs et leur absence totale d'efficacité. La grève ou la manifestation ne sont plus considérées comme des oyens de lutte , ayant pour but la victoire ou si besoin une position de grande force dans une négociation. Désormais, le moyen d'obtenir des victoires, c'est la négociation elle-même. Les grèves manifestations permettent aux dirigeants de montrer qu'ils ont les masses derrière eux et que c'est une force, mais une force qu'ils n'utilisent ja mais. On ne mobilise plus pour engager des batailles mais pour montrer que l'on peut mobiliser. On ne se bat plus pour remporter des victoires, mais pour obtenir des négociations! Les "journées d'action" sont de grandes journées démonstratives, qui ne s'insèrent dans aucun plan réel. Cela ne prépare aucune autre action, aucune progression, aucun durcissement. Alors on fait chaque fois la même chose.

Qu'est-ce que cela représente? "Une nouvelle étape" d'une stratégie qui n'existe pas. Qu'est-ce que cela prépare ? "Une action encore plus large".

Voilà pourquoi aussi les directions ne font pas descendre les travailleurs dans la rue avec des mots d'ordre précis : Les travailleurs ne sont pas là pour les revendiquer, mais pour montrer leur mécontentement. Et ce mécontentement porte sur tous les sujets, donc tous les problèmes doivent être enchevêtrés et ne peuvent plus être dissociés.

Mais alors se pose un problème énorme au sujet des ordonnances. Pourquoi rien n'a-t-il été fait entre le 17 mai et le 13 décembre? Parce que tous les espoirs des bureaucrates reposaient sur la motion de censure, c'est à dire , en réclamant le débat sur les ordonnances , sur la négociation parlementaire. La motion de censure ne fut pas votée.... Cela signifie que par les pouvoirs spéciaux , le Pouvoir s'est senti suffisamment fort pour ne laisser planer aucun espoir de dialogue, que ce soit avec les syndicats ou les partis de "gauche." Alors sur quoi mobiliser ? Il ne reste rien, ni négociation échouée, ni négociation à venir. Il

faudrait engager une véritable bataille. Allons donc, patientons, qui sait, avec le temps ..?

POUR DES COMITES DE BASE CONTRE LES ORDONNANCES

Cela tend d'ailleurs à se généraliser. La bourgeoisie se sent maintenant suffisamment bien en poste pour ne plus jouer à la négociation, ou alors il faudrait une contrepartie (par exemple un petit peu d'intégration). Dans sa réponse aux demandes de négociations des cinq confédérations, le C.N.P.F. indique qu'il n'a retenu que: la discussion de "certains principes de base sur l'indemnisation du chômage partiel. Et l'on peut même lire dans la presse les subtilités de la tactique du patronat (qui en a une, lui); le "Monde" 23-II-67: "L'objet des négociations aux quelles consent le C.N.P.F. ne représente toutefois, qu'une modeste part des préoccupations des travailleurs. Leurs représentants n'ont pu obtenir l'élargissement des discussions aux problèmes capitaux pour eux.... Le résultat est nul. Ce si on se souvient des multiples démarches tentées en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T. depuis leur alliance de janvier 1966, et des nombreuses manifestations organisées dans le même but.

Depuis le mois d'août, l'habileté patronale a consisté à entretenir l'espoir de discussions générales, ce qui a contribué sans doute à affaiblir encore une combativité déjà peu élevée en elle-même." Inutile de développer.

Il ne s'agit pas pour nous de présenter un plan d'action, ce ne peut être notre rôle: cela doit être le travail commun de tous les comités inter-syndicaux contre les ordonnances, qu'il faut impulser partout où cela est possible. Il est temps de sortir des dilemmes bureaucratiques, et de préparer les plans de la contre-attaque.

"La journée du 13 décembre ne sera pas une journée en soi, sa préparation et son déroulement constitueront une étape importante et puissante pour progresser sur la voie des changements voulus par les travailleurs." André Lemarchand, secrétaire de la C.G.T. de l'Union départementale du Calvados (Humanité-Dimanche).

(1) C'est la première fois qu'une manifestation CGT-CFDT-FIM réunit à Caen 400 à 500 ouvriers.

(2) Le Monde 29-II-67

(3) " 26/27 -II- 67

(4) " 25-II-67

(5) Et même dans cet éventail les revendications n'ont pas été correctement établies. L'Humanité-Dimanche du 33-II écrit: "L'indice des prix de détail a augmenté pour ce seul mois de 3%. Depuis 3 mois le coût de la vie ne cesse de monter. Le rythme annuel est passé à 5,7 % et l'on s'attend à une nouvelle poussée encore plus forte". Même si les bureaucrates syndicaux ne lisent pas l'Humanité-Dimanche, leur fonctions, espérons le, les amènent à connaître ces chiffres. Or le salaire minimum réclamé par la CGT et la CFDT est aujourd'hui de 600F comme au 1^{er} Mai!

(6)....Il est donc normal que les entreprises et les syndicats des salariés en discutent et soient associés à la gest on du salaire différé comme ils discutent de la détermination du salai -

CUBA

VU PAR VALLIER

Nous nous sommes déjà expliqués sur l'importance que nous accordons à la révolution cubaine : nous ne faisons pas une politique d'ambassade, Cuba n'est pas pour nous "la patrie du socialisme", et la pensée du Président Castro n'est pas le soleil rouge de notre coeur.

Mais que Cuba soit "le premier territoire libre d'Amérique"; que la direction cubaine soit la première direction d'un Etat Ouvrier à ne pas être issue du mouvement stalinien; que, plus ou moins empiriquement, Cuba s'engage pratiquement dans les voies révolutionnaires et internationalistes escamotées pendant quarante ans, voilà qui justifie toute notre attention.

Aussi, la conférence du "professeur marxiste de la Faculté de Droit" organisée à l'A par l'UNEF, sur "quelques problèmes essentiels de l'organisation économique et sociale cubaine" appelle-t-elle quelques commentaires.

Monsieur Vallier a axé son exposé sur deux thèmes : - le choix de la canne à sucre comme production exportatrice, "monnaie d'échange" avec les payx du "camp socialiste" contre des équipements industriels,
- la mise en oeuvre des stimulants politiques pour développer la conscience révolutionnaire et le refus des stimulants matériels, tant individuels que collectifs.

Si la conférence a intéressé le public (1), le jeu des questions en a montré toutes les limites. Le parti-pris de ne pas parler de la politique internationale de Cuba, a-priori admissible, a pour conséquence de ne pas permettre l'explication de certains choix économiques. Ce n'est que lorsque l'on comprend, par exemple, les rapports dialectiques qui unissent l'URSS et Cuba (Cuba a besoin de l'URSS, mais l'URSS ne peut lâcher Cuba sans se discréditer définitivement aux yeux des masses latino-américaines) que les choix cubains peuvent apparaître dans leurs fondements. Sinon, on justifie le choix de la canne à sucre exportatrice par le simple échec de la politique précédente (diversification des cultures sans nouveaux défrichements importants, de 1959 à 1962); et, de toute évidence, cette argumentation par l'échec ne suffit pas.

(1) les deux publics, devrions nous dire : les "politique", français et étrangers, venus là pour Cuba, pour mieux comprendre tout ce que l'expérience cubaine apporte à la cause du socialisme; et les anciens, actuels et futurs étudiants de Monsieur le Professeur Vallier.

D'autres lacunes sont peut-être plus graves encore. M.Vallier a voulu montrer toute l'importance du choix cubain des stimulants moraux et politiques. Mais les succès de cette politique sont en grande partie dus à la ligne culturelle et à la lutte contre la bureaucratie.

Si la direction cubaine obtient des masses le refus des stimulants matériels (2), si le travail volontaire peut entraîner des centaines de milliers de travailleurs, ce n'est pas (seulement) parce que Fidel parle mieux qu'un autre. C'est parce que la direction elle-même donne l'exemple d'une direction volontaire, qui ne cherche ni l'argent, ni les "honneurs". C'est parce que la nécessaire "militarisation du travail" s'accompagne d'une véritable liberté, qui trouve son expression la plus avancée dans la liberté de création qui existe à Cuba, sans pour cela que les intellectuels tombent dans l'intimisme ou la réaction.

C'est parce qu'à Cuba on ne lutte pas contre un "certain bureaucratisme" dans des discours de 1^o Mai, mais qu'une lutte réelle contre la bureaucratie est engagée - limitation stricte de la "fourchette" des salaires; suppression de "milliers de travailleurs excédentaires" et renvoi en apprentissage ou au travail productif sans diminution de salaire; explication politique du phénomène de bureaucratie comme création d'une couche sociale à part et institution d'origine fondamentalement bourgeoise, dans les éditoriaux de "Granma" (3); installation d'un contrôle des masses, encore insuffisant : élection des candidats au Parti par l'assemblée des travailleurs, développement des Comités de Défense de la Révolution et des instances du "Pouvoir Local", (4) ...

De tout cela, M.Vallier ne nous a pas dit grand chose. Et rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'il n'ait pas pu motiver sa confiance un peu formelle dans l'avenir de la révolution cubaine ("Moi, j'y crois; rendez-vous dans trois ans").

Il nous appartiendra de justifier nos espoirs.

(2) M.Vallier avait parlé, en des termes justes et chaleureux, de la lutte longue et difficile entamée à Cuba contre le fétichisme de l'argent. Il avait montré toute la valeur du refus des primes individuelles et surtout collectives, comme progrès dans cette lutte.

Or, dans la discussion, un étudiant en géographie, qui est allé cet été en Chine étudier la révolution culturelle, vanta l'exemple d'avant-garde d'une usine chinoise où l'assemblée du personnel se réunit et décide démocratiquement de la répartition de la masse salariale accordée à l'usine en fonction des mérites de chacun.

Si cet exemple est vrai, cela veut dire, ni plus ni moins, qu'il a été obtenu des travailleurs qu'ils se fortifient eux-mêmes dans ce fétichisme.

Puissent ces expériences d'avant-garde ne pas se développer trop vite !

(3) "Granma" est l'organe officiel du Comité Central du Parti Communiste de Cuba. Un résumé hebdomadaire de ce quotidien paraît en français.

(4) M.Vallier a par ailleurs montré toute l'importance de la question du syndicat : il est reconnu au syndicat, qui tend à représenter réellement les travailleurs, outre ses fonctions dans l'organisation de la production et ses tâches politiques, sociales et culturelles, un rôle de défense des revendications des travailleurs auprès de l'Etat.

LES GODILLOTS VOIENT ROUGE

LES ASSISES DE L'U.N.R. A LILLE.

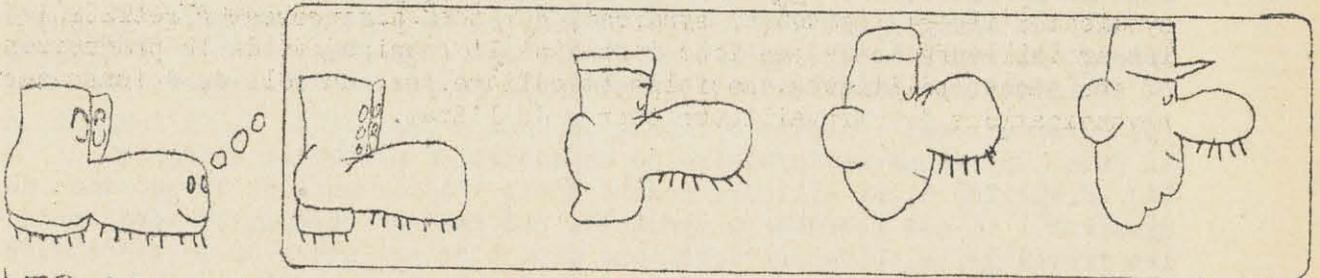
Ce que l'on doit retenir du congrès de Lille, ce ne sont ni la démagogie doucereuse de Pompidou, ni les rodomontades de Debré, ni même la présence de 50 ambassadeurs et de Guy Lux.

Ce que l'on doit retenir, c'est ce retour à l'anti-communisme violent chez les dirigeants gaullistes, la campagne ouverte par Pompidou à l'Assemblée Nationale, poursuivie par de Gaulle dans sa conférence de presse : et aussi ce "gauchisme" effréné de la "gauche gaulliste", entre deux haies de mineurs : "nous devons avoir la masse des travailleurs" dit David Rousset, trahissant le désarroi des U.N.R. quand les travailleurs les quittent toujours plus nombreux à chaque élection.

Est-ce à dire que Pompidou croit réellement que le P.C.F. veut imposer "un appareil d'Etat pesant et bureaucratique conduisant inévitablement au parti unique"? Certes pas. Ces messieurs ne sont pas si bêtes : "le P.C.F. n'a d'autre objectif avoué que la gestion de l'Etat existant", affirme David Rousset.

Non, Pompidou lui même sait très bien que le P.C.F. n'est pas le futur parti dirigeant de la Révolution Proletarienne. Mais il sait aussi que les paysans de France, les ouvriers du Mans et de Mulhouse ont prouvé que la lutte était possible pour les travailleurs et par conséquent qu'une montée des luttes est inéluctable contre les ordonnances, contre l'Europe des trusts, contre l'Etat bonapartiste instrument du Capital. Et ces luttes passeront, dans une première phase du moins, avant tout par le PC et la CGT : il s'agit donc de préparer "l'opinion", la petite bourgeoisie, à accepter les mesures de répression anti-ouvrière que le congrès de Lille annonce et que le gaullisme ne peut éviter de prendre.

Certes, l'appareil du P.C. jouera, et joue déjà son rôle de frein des luttes des travailleurs, en les parcellisant, les isolant. Malgré tout de Gaulle n'est pas confiant dans cet appareil, qui peut être débordé, et il prépare un affrontement violent. Soyons sûr que les travailleurs déjoueront ces entraves dans la lutte contre le gaullisme et la bourgeoisie.



LES AMBITIONS D'UN GODILLOT

sont le témoignage que de plus en plus nombreux sont les travailleurs et démocrates qui approuvent la politique unitaire des communistes, qui sont persuadés qu'il n'est pas de relève démocratique dans notre pays sans la participation des communistes.

Ces récentes élections ont montré qu'il existe en France une majorité à gauche et que cette gauche peut gouverner demain si elle renforce encore son union, si elle présente au pays un programme commun de progrès économique, de démocratie, d'indépendance et de paix.

C'est cette perspective que craignent les milieux réactionnaires, d'où la décision des récentes assises de l'U.N.R. de lancer une campagne anti-communiste.

Tous les moyens sont bons y compris d'aider à la création de groupuscules qui n'hésitent pas à usurper le titre de "communiste" pour développer une activité ayant pour seul et unique objectif de nuire au Parti Communiste Français et à l'ensemble des forces démocratiques de notre pays, et de tenter d'empêcher la réalisation de l'union entre le Parti Communiste et les autres forces de gauche.

Tel était l'objectif d'une réunion annoncée jeudi soir à Rouen par un tract disant notamment qu'"un autre monde était possible si on prenait les armes pour le construire", et annonçant l'intention des organisateurs de "rénewer le mouvement ouvrier", c'est-à-dire en clair de mener une entreprise de division du Parti Communiste Français.

Non, la satisfaction des revendications des travailleurs ne passe pas par la recherche de heurts avec les forces de police, comme l'écrivent ces irresponsables sur les murs de Rouen. Pour faire reculer le pouvoir et le patronat, il n'est

d'autre issue que l'union, que l'action unie des travailleurs.

Non, l'intérêt du peuple vietnamien et de la paix mondiale n'est pas dans la création de plusieurs Vietnam dans le monde, comme le réclament ces aventuristes. L'intérêt du peuple vietnamien et de la paix, c'est l'arrêt inconditionnel des bombardements américains, le retrait des troupes américaines, l'indépendance du peuple vietnamien.

Les travailleurs de la région rouennaise, qui ont montré en de nombreuses occasions leur haut degré de conscience de choix, leur haut niveau de combativité, ne laisseront pas défigurer la politique de leur parti.

Les dockers, les cheminots, les métallos de Rouen, qui ont lutté avec courage contre les guerres coloniales, qui ont subi la répression patronale et gouvernementale, n'ont aucune leçon à recevoir.

Notre Parti a su définir sur la base de l'analyse marxiste-léniniste des conditions de la France contemporaine, la ligne révolutionnaire qui lui convient.

C'est pourquoi il poursuivra inlassablement son combat pour unir toutes les forces démocratiques de notre pays contre le pouvoir des monopoles et pour instaurer une démocratie véritable, premier pas vers la transformation socialiste de la France.

Le mardi 19 décembre, le meeting avait effectivement lieu, regroupant plus de trois cents personnes qui ont rendu hommage à la mémoire du "Ché", et qui ont repris le mot d'ordre de la conférence tricontinentale de La Havane (1966) "créer deux, trois Vietnam, pour obliger l'impérialisme U.S. à disperser ses forces"
Ernesto "Ché" Guevara